



## CHSCT-SD de l'Aude

29 avril 2021

### **Déclaration de la FSU 11**

Ce CHSCT a lieu quelques jours après la réouverture des écoles et quelques jours avant celle des collèges et des lycées. La FSU pourrait se réjouir que plusieurs de ses demandes, répétées depuis des mois, soient enfin reprises, mais il semble que, comme souvent, il y ait un écart entre les annonces et la réalité du terrain.

La FAQ précise que dans les écoles, les élèves d'un professeur absent « ne peuvent en aucun cas être répartis dans les autres classes », c'était une demande de la FSU, mais dans l'Aude, ils peuvent l'être ! La FSU demande à ce que les dispositions nationales s'appliquent dans l'Aude et qu'une communication claire soit faite en urgence en direction des circonscriptions et des écoles.

Le ministre annonce 5000 recrutements pour renforcer les moyens de remplacements. Mais on peut se demander où sont ces recrutements quand dès le jour de la rentrée de nombreuses classes se retrouvent sans remplaçant.

Le 1<sup>er</sup> ministre annonce que les personnels vont être prioritaires dans l'accès à la vaccination, c'était une demande portée par une large intersyndicale et par la FCPE, une demande soutenue par une majorité de la population. La réalité est tout autre : les enseignants et enseignantes, AESH et ATSEM ont accès à la vaccination à partir de 55 ans : ils sont donc tout aussi prioritaires que le reste de la population. La perspective de vaccination de l'ensemble des personnels avant les congés d'été s'éloigne. En revanche, ici ou là, c'est le maire qui décide de réserver des créneaux de vaccination à tous les personnels des écoles de sa commune. Ailleurs, les personnels s'échangent les bons plans des centres de vaccination qui, pour ne pas jeter de doses, acceptent chaque jour des volontaires qui n'entrent pas dans les critères. Pour la FSU, si l'Éducation nationale est bien la priorité que vante le gouvernement dans toutes ses déclarations, alors il doit s'en donner les moyens et cela passe notamment par la vaccination rapide des personnels concernés.

La FSU alerte depuis des mois sur l'importance du risque aérosol dans la transmission du Covid et demande que soit envisagé comme en Allemagne l'équipement des salles avec des capteurs de CO2 ou de purificateurs d'air. Après avoir longtemps allégué de mystérieuses études en défaveur des purificateurs d'air, le ministre les évoque enfin, mais pour se défaire immédiatement sur les collectivités territoriales.

L'image d'un ministre qui joue au chifoumi dans une cour de récréation semble adéquate pour symboliser une gestion erratique de la crise, qui en minimise aussi bien le risque sanitaire que les conséquences pédagogiques. La volonté du ministre de n'apporter aucun aménagement aux épreuves terminales des examens malgré l'année chaotique en collège, lycée général et lycée professionnel, est créatrice de stress chez les personnels, les élèves et les parents, et ne fait aucun cas d'une rupture évidente de l'égalité entre les élèves. Il n'est pas possible de dire en même temps que la fermeture des établissements est une catastrophe éducative et de n'en tirer aucun compte pour les examens de fin d'année.

La FSU rappelle en conclusion sa revendication d'un plan d'urgence pour le service public d'éducation, afin de permettre les investissements et les recrutements indispensables pour garantir la réussite de tous et de toutes. Nous participerons donc le 1<sup>er</sup> mai aux manifestations de la journée internationale des travailleuses et des travailleurs pour faire entendre nos revendications pour le service public.